

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 13 janvier au 17 janvier 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

## Faits marquants

- ❖ **Éthiopie** : Ouverture du marché des capitaux
- ❖ **Kenya** : Lancement de la consultation publique pour le budget 25/26
- ❖ **Djibouti** : Modernisation de la gestion routière avec l'intelligence artificielle

### LE CHIFFRE A RETENIR

**45 MEUR**

**UGANDA** : LE PARLEMENT  
APPROUVE UN PRÊT DE 45 MEUR DE  
L'AFD DANS LE SECTEUR DE L'EAU

## Le graphique de la semaine

### Kenya : crédit au secteur privé -en glissement annuel-



Au Kenya, la croissance nominale du crédit au secteur privé a fortement baissé en 2024, passant de plus de +10 % en moyenne par an en 2022 et 2023 à +1,0 % en glissement annuel en septembre 2024, un point bas depuis plus de 10 ans. La croissance réelle (à savoir sans tenir compte de l'inflation) du crédit au secteur privé est même négative, l'inflation s'étant élevée à +3,6 % en septembre. Cette forte baisse reflète les taux d'intérêts élevés, le renforcement du shilling, et l'effet d'éviction du secteur public sur le secteur privé, qui concentre des besoins de financement conséquents.

## REGIONAL

### Les bourses d'Afrique de l'Est accueillent la Somalie et l'Éthiopie

Le 10 janvier, les marchés boursiers de la Somalie et de l'Éthiopie se sont officiellement intégrés aux bourses du Kenya, de l'Ouganda, du Rwanda et de la Tanzanie dans le cadre de l'Association des bourses de valeurs de l'Afrique de l'Est. Les marchés boursiers d'Afrique de l'Est travaillent à la mise en place d'une infrastructure régionale des marchés afin de les relier électroniquement, dans le but de réduire le coût et le temps de négociation des actions des sociétés cotées.

## COMORES

### Scission de la Société nationale des postes et services financiers en deux entités

À l'issue d'une réunion de ses dirigeants le 4 janvier 2025, la Société nationale des postes et services financiers (SNPSF, à 100 % détenue par l'État) a officialisé sa scission en deux entités autonomes. La Poste Comores sera dorénavant chargée des services postaux de l'archipel, tandis que la deuxième entité, la Banque postale, sera chargée des services financiers. Ce processus, engagé en 2018, vise à améliorer la qualité des services dans le secteur et à favoriser l'innovation. La restructuration de la SNPSD figurait parmi les recommandations du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI approuvé en juin 2023.

## DJIBOUTI

### Publication du budget de l'État pour 2025

Le budget de l'État pour 2025 a été officiellement adopté : il s'élève à environ 864 MEUR, équilibrés entre recettes et dépenses. Ce cadre financier vise à concilier discipline budgétaire et développement structurel. Les dépenses publiques reculent de 38,3 MEUR, tandis que les recettes augmentent de 37,3 MEUR par rapport à la loi rectificative de 2024. Cette hausse des recettes est attribuée à une amélioration des performances fiscales (déjà +3 % entre Q3 2023 et Q3 2024) ainsi qu'à l'optimisation des ressources publiques. Le budget prévoit une augmentation des dépenses sociales, notamment l'éducation, la santé, la solidarité et la jeunesse. Le gouvernement s'engage également dans des réformes majeures pour moderniser la gestion des finances publiques, introduire un budget-programme et rationaliser les dépenses. L'équilibre budgétaire reste une ambition difficile à concrétiser, comme en témoigne l'objectif similaire fixé pour 2024, que le gouvernement n'avait pas réussi à atteindre.

### L'opérateur Marsa Maroc devient actionnaire de la société de gestion du terminal pétrolier de Damerjog

L'opérateur portuaire Marsa Maroc est devenu actionnaire de *Damerjog Oil Free Zone Entreprise* (FZE), société chargée de la construction et l'exploitation d'un terminal pétrolier et gazier dédié au stockage et au transbordement d'hydrocarbures. À ce jour, la jetée est finalisée et seul le dépôt manque pour rendre le terminal opérationnel. Ce terminal s'intègre au projet stratégique en cours de développement, *Djibouti Damerjog Industrial Development Free Trade Zone* (DDID FTZ), zone franche industrielle de 30 km<sup>2</sup> dédiée aux industries lourdes. Pour piloter ce projet, une filiale dédiée, *Marsa Maroc International Logistics*, a été créée, incluant une branche spécifique, Marsa Djibouti. Ce nouveau terminal vise à diversifier les capacités d'importation de carburants de Djibouti et de l'Éthiopie, actuellement dépendantes du terminal Horizon, saturé, au port de Doraleh.

### Djibouti modernise la gestion routière avec l'intelligence artificielle

*Djibouti Ports Corridor Road SA* (DPCR SA), en partenariat avec *RapidCanvas* et *4C Solution*, a lancé le projet « DPCR CorridorVision AI » pour améliorer la gestion des infrastructures routières grâce à l'intelligence artificielle. L'objectif est de surveiller en temps réel l'état des routes afin de détecter des problèmes tels que les fissures et nids-de-poule. Ce système innovant accélère les opérations de maintenance et optimise l'allocation des ressources, renforçant la sécurité et la durabilité des axes routiers reliant Djibouti à ses voisins, notamment l'Éthiopie. Cette initiative s'inscrit dans la Vision nationale 2035 de Djibouti, qui vise à positionner le pays comme un hub logistique clé pour l'Afrique de l'Est et à renforcer son rôle dans le commerce régional.

## ÉTHIOPIE

### Lancement du marché des capitaux éthiopien

Le 10 janvier 2025, l'Éthiopie a lancé l'*Ethiopian Securities Exchange* (ESX), son premier marché des capitaux depuis 50 ans. La première tentative de création d'une bourse avait été abandonnée après l'arrivée au pouvoir du régime du Derg. Des actions, des titres de participation et des titres de créance seront échangés sur la plateforme. En outre, l'ESX s'attend à y accueillir au moins 90 introductions en bourse. Le secteur bancaire devrait être le premier à se lancer dans le marché des capitaux, étant donné qu'environ 400 000 actionnaires détiennent des

participations dans les différentes banques commerciales éthiopiennes, qu'ils pourront désormais échanger sur la plateforme. La banque Wegagen est devenue la première (et actuellement la seule) entreprise listée sur l'ESX. Les 10 % des parts d'Ethio-Telecom mis en vente depuis octobre 2024 seront également cotés sur la plateforme prochainement. L'ESX sera contrôlé et régulé par l'autorité de régulation créée en 2021, l'*Ethiopian Capital Market Authority*.

### **Ratification de la loi sur l'expropriation des actifs**

Le parlement éthiopien a ratifié la loi sur l'expropriation des actifs, texte ayant suscité d'importants débats depuis sa proposition en juin 2024 par le ministère de la Justice. La loi permettra au gouvernement de saisir les biens tangibles et intangibles qu'il estime avoir été acquis par des moyens illégaux. La loi, qui va à l'encontre du principe de la non-rétroactivité, pourra être applicable sur les actifs d'une valeur supérieure à 10 METB (76 200 EUR) acquis après 2015. Les possibles utilisations abusives de cette loi, envers des opposants au gouvernement par exemple, ont été soulevés par certains membres du parlement.

## **KENYA**

### **Fitch : le shilling kényan restera stable en 2025 grâce à une gestion serrée**

Selon Fitch, le shilling kényan (KES), stable à environ 130 KES par rapport au dollar depuis avril 2024, devrait rester autour du même taux dans les mois à venir, avant de se déprécier légèrement à 133 KES/USD d'ici la fin de l'année 2025. La stabilité du KES a été soutenue par la confiance accrue des investisseurs étrangers, notamment à la suite du remboursement d'une euro-obligation en février 2024, la hausse des transferts de fonds sur les 10 premiers mois de 2024 et la baisse de l'inflation. Pour empêcher une appréciation, la Banque centrale du Kenya poursuit une stratégie de renforcement des réserves de change, soutenue par d'importants flux de devises, notamment (i) les investissements étrangers, (ii) les envois de fonds et (iii) les décaissements du FMI. Grâce à ses réserves robustes et aux flux réguliers de devises étrangères, les risques pesant sur le shilling kényan restent limités.

### **Signature d'un accord de partenariat économique avec les Emirats Arabes Unis**

Le Président Ruto et le Cheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan, Président des Emirats arabes unis (EAU), ont signé un accord de partenariat économique

(CEPA) visant à faciliter l'accès des prestataires de services kényans au marché émirien dans des secteurs tels que l'éducation, les transports et la construction. L'accord ouvre également entend aussi proposer aux EAU des opportunités d'investissement au Kenya dans divers secteurs tels que l'énergie, l'agriculture et la santé. Selon le président Ruto, des négociations avec les EAU ont par ailleurs été engagées pour financer l'achèvement de projet de chemin de fer régional (SGR), après que la Chine ait suspendu le financement du tronçon reliant Mombasa à l'Ouganda et au Soudan du Sud.

### **Déclaration de politique budgétaire 2025**

Ce mercredi, le Trésor national a publié le projet de déclaration de politique budgétaire 2025 (BPS) (cf. [lien](#)), qui fera l'objet d'une consultation publique avant d'être présenté au Conseil des ministres et au Parlement pour approbation. Le budget total pour FY2025/26 devrait s'élever à 33,7 Mds EUR, soit une augmentation de 8,3 % par rapport au BPS pour FY2024/25. Pour FY2025/26, les recettes totales devraient s'élever à 26,4 Mds EUR (18,2 % du PIB), contre 23,6 Mds EUR (16,9 % du PIB) pour FY2024/25. Selon les hypothèses du projet, le déficit budgétaire de l'exercice 2025/26 sera financé par un financement extérieur net de 1,6 Md EUR (1,1 % du PIB) et un financement intérieur net de 4,1 Md EUR (2,8 % du PIB).

### **Nomination de trois nouveaux ministres à l'agriculture, au commerce et au numérique**

William Kabogo, Mutahi Kagwe et Lee Kinyanjui ont été, respectivement, nommés aux ministères de l'Information, de la Communication et de l'Économie numérique (ICT), de l'Agriculture et du Développement du bétail, et des Investissements, du Commerce et de l'Industrie.

## **MADAGASCAR**

### **Hausse des prix de 7,9 % en glissement annuel à fin octobre 2024**

Dans son dernier rapport sur l'indice des prix publié le 9 janvier 2025, l'Institut national de la statistique (INSTAT) observe une hausse des prix de 7,9 % en glissement annuel à fin octobre 2024. Les principales hausses sont constatées dans les secteurs de la santé (+8 %), de l'énergie (+7,8 %), de l'ameublement, des équipements ménagers et entretien courant (+7,6 %) et des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+6,9 %). Les produits de première nécessité enregistrent une inflation de 6,4 % en glissement annuel, à l'instar du riz (+5,5 %). Les tensions inflationnistes ont connu une diminution par rapport à l'année 2023 avec un taux d'inflation

## BREVES ÉCONOMIQUES

### Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

en moyenne annuelle de 9,9 %, dans le détail les produits alimentaires ont augmenté de 12 %, l'ameublement de 18,3 %) et le riz de 11,3 %.

## MAURICE

### La France toujours en tête en nombre de touristes

Dans le dernier rapport de *Statistics Mauritius* relatif au secteur touristique publié le 13 janvier, l'île Maurice a enregistré une hausse de 6,3 % des arrivées touristiques entre janvier et novembre 2024, totalisant 1 227 969 visiteurs, contre 1 146 265 sur la même période en 2023. Dans ce cadre, la France métropolitaine demeure le premier pays de provenance des visiteurs avec 303 721 personnes, soit plus du tiers des visiteurs (34,8 %). Elle est suivie par le Royaume-Uni (143 491), La Réunion (123 229), l'Allemagne (114 719) et l'Afrique du Sud (87 048).

## OUGANDA

### Le Parlement approuve un prêt de 45 MEUR de l'AFD dans le secteur de l'eau

La compagnie nationale des eaux ougandaises va bénéficier d'un financement de 45 MEUR en complément d'un prêt AFD de 150 MEUR signé en 2019 et actuellement en cours de décaissement. Il permettra de financer la tranche conditionnelle des travaux d'extension du réseau d'eau dans le nord de Kampala confiés à l'entreprise française Sogea Satom. La ratification par le Parlement de ce prêt ouvre la voie à la signature de la convention avec le ministère des Finances. Ce projet est jugé comme essentiel par les autorités pour assurer un approvisionnement fiable à plus de 7 millions de personnes.

## RWANDA

### Le Rwanda enregistre une augmentation de +6,6 % d'exportations de thé en 2023/2024

Le Rwanda a généré 114,8 MUSD grâce aux exportations de thé en 2023/2024, soit une augmentation de 6,6 % par rapport aux 107,7 MUSD de l'exercice précédent, selon les données de l'Office national de développement des exportations agricoles (NAEB). En termes de volume, le pays a exporté plus de 38 460 tonnes en 2023/2024, ce qui représente une baisse de près de 1,4 % par rapport aux 39 000 tonnes de l'exercice précédent. Le prix moyen du kilo était de 2,98 dollars, contre 2,76 dollars au cours de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice fiscal considéré, les trois principaux acheteurs de thé rwandais ont

été le Pakistan (9 194 tonnes, soit 24 % du volume total), suivi du Royaume-Uni (5 669 tonnes, soit 14,7 % du volume total) et de l'Égypte (4 259 tonnes, soit 11 % du volume total).

## SEYCHELLES

### Légère hausse de +0,5 % du nombre de visiteurs sur l'année 2024

Selon le Bureau national des statistiques des Seychelles, 352 762 visiteurs sont venus aux Seychelles au cours de l'année 2024, soit un chiffre en légère augmentation (+0,5 %) par rapport à 2023. Parmi ceux-ci, 343 903 sont arrivés par avion et 8 859 par bateau. Les visiteurs proviennent principalement d'Europe (72,9 %), dont 16,3 % d'Allemagne, 11,9 % de France, et 9,9 % de la Fédération de Russie. 83,5 % des visiteurs viennent dans le cadre de leurs vacances. D'après le FMI, les recettes issues du tourisme ont toutefois baissé de 13 % en 2024, atteignant 860 MUSD, contre 994 MUSD l'année précédente.

## SOMALIE

### La Somalie souhaite rejoindre le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine

La Somalie a lancé une campagne pour devenir membre du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (AUPSC) pour le mandat 2025-2028. Elle souhaite faire coïncider avec son siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies pour le mandat 2025-2026. La Somalie n'a jamais siégé au AUPSC depuis sa création en 2004 et son ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a souligné qu'il s'agissait d'une question d'équité et d'inclusion. Le pays fait état de progrès, matérialisés notamment par l'allègement de sa dette auprès des institutions financières internationales, son élection au Conseil de sécurité des Nations unies, avec la levée des sanctions à son encontre et de l'embargo sur les armes levés, ainsi que son admission au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

## SOUDAN

### 182 MUSD de la Banque Mondiale pour des projets de santé et de sécurité alimentaire

La Banque mondiale a approuvé un financement de 182 MUSD pour deux projets visant l'amélioration de l'accès aux services de santé et le renforcement de la sécurité alimentaire. Le premier projet, doté de 82 MUSD, sera mis en œuvre par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'UNICEF, et a pour

objectif d'améliorer les services de santé essentiels. Le deuxième, financé à hauteur de 100 MUSD, vise à fournir des filets de sécurité d'urgence aux populations vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM). Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre du réengagement des financements du fonds fiduciaire *Sudan Transition and Recovery Support* (STARS). Au total, un montant de 523 MUSD est prévu pour la mise en œuvre de sept projets visant à renforcer la résilience des communautés et améliorer leurs conditions de vie.

### Reprise de la ville de Wad Madani par l'armée

L'armée soudanaise a annoncé le 11 janvier la libération de la ville de Wad Madani, capitale de l'Etat de la Gézira. Cette avancée fait suite à une vaste campagne militaire qui avait permis à l'armée de reprendre le contrôle de la majeure partie de cet état stratégique, occupé par les RSF depuis décembre 2023. La reprise de l'Etat de la Gézira pourrait avoir des répercussions économiques majeures, notamment en raison de la présence du périmètre irrigué de la Gézira (plus de 800 000 ha). Des images satellitaires ont montré un recul important de la superficie cultivée dans cette zone agricole clé, en raison, entre autres, de l'interruption des opérations de gestion de l'irrigation. En outre, le gouvernement local a annoncé le retour progressif des services administratifs de la ville ainsi que le début de la maintenance des réseaux électrique et de télécommunications, qui étaient hors service depuis plus d'un an.

## SOUDAN DU SUD

### Un financement de 12,9 MUSD par le Japon aux partenaires du développement

Le gouvernement du Japon a annoncé l'allocation de 12,9 MUSD, délégué aux partenaires internationaux, pour le financement de projets multi-sectoriels visant notamment à l'amélioration de la situation humanitaire et alimentaire. Il s'agit d'une aide budgétaire comptabilisée pour l'exercice fiscal 2024-2025 au Soudan du Sud. Les initiatives clés concernées par ce financement incluent le renforcement du processus de paix « *Peace Process Support Project to South Sudan* », le soutien à la « *Reconstituted Joint Monitoring and Evaluation Commission (RJMEC)* » et des efforts de l'IGAD. Elles incluent également des projets d'autonomisation des femmes et des jeunes, la participation électorale inclusive (PNUD), l'aide d'urgence pour les populations déplacées (UNICEF, PAM, HCR) et les actions contre les mines (UNMAS). D'autres projets font partie d'initiatives régionales et comprennent l'accès à l'éducation (AUC, UNESCO), les défis climatiques (UNEP) et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes).

## TANZANIE

### Dar Es Salaam accueillera l'Africa Energy Summit les 27 et 28 janvier 2025

La capitale tanzanienne accueillera les 27 et 28 janvier prochains l'Africa Energy Summit, organisé par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAD) avec l'appui du gouvernement tanzanien. Ce forum s'inscrit dans le cadre de "[MISSION 300](#)", initiative lancée en avril 2024 par la Banque mondiale et la BAD et qui vise à connecter 300 millions de personnes à l'électricité en Afrique subsaharienne d'ici 2030.